

IL FAUT FAIRE LE PARI DES INVESTISSEURS NATIONAUX

L'Algérie doit-elle compter en priorité sur les investissements directs étrangers pour relancer son économie et l'inscrire dans une croissance de longue durée ? Doit-elle consacrer le plus clair de son temps à essayer de séduire par divers moyens des investisseurs étrangers qui ne veulent toujours pas venir surtout là où on en a le plus besoin ? Et si tous ces efforts étaient consacrés aux investisseurs nationaux ?

Mais quels sont les facteurs qui attirent les IDE et ces facteurs sont-ils disponibles en Algérie ?

Tout d'abord une bonne lisibilité des perspectives économiques du pays d'accueil. L'investisseur étranger a en effet besoin de savoir où va l'économie d'accueil pour les 5-10 années à venir à la fois en termes d'équilibres financiers internes et externes ainsi qu'en termes de droit économique des affaires.

En second lieu, l'investisseur est intéressé par les prévisions de croissance économique du pays d'accueil et si donc « le marché est porteur » pour reprendre la terminologie des businessmen.

Enfin, le niveau des salaires de la main-d'œuvre locale et ses niveaux de qualification constituent aussi des critères d'investissement.

Est-ce que l'Algérie satisfait à tous ces critères et constitue-t-elle un site attractif ?

La lisibilité économique est, ici, de l'avis des entrepreneurs nationaux et étrangers, bien insuffisante pour ne pas dire absente.

La non-disponibilité d'informations économiques, l'inexistence d'institutions en charge de prévision économique et d'analyse de conjoncture ren-

dent l'économie algérienne opaque et difficile à lire.

• La croissance économique reste à des niveaux modestes malgré l'injection massive de ressources par l'Etat rendue possible par un marché pétrolier favorable.

La productivité globale des facteurs est faible et la croissance est extensive.

Les salaires restent, exprimés en euros ou en dollars, bien bas et la main-d'œuvre qualifiée existe même si elle n'est pas abondante. C'est là le seul critère favorable à l'attractivité.

S'agissant du mouvement des IDE à l'échelle mondiale, la concurrence entre pays d'accueil est forte.

Les rapports annuels publiés par la Cnuced sur les IDE dans le monde montrent tout d'abord que le volume global des IDE est sur un trend baissier.

D'une valeur annuelle de quelque 800 milliards de dollars US, depuis 2001, les IDE se dirigent à un taux de 75% d'abord vers les pays développés.

Le rapport de 2005 révèle que les pays d'accueil se concurrencent mutuellement bien évidemment : 71 pays ont assoupli leur législation sur les IDE pour les attirer sur leur territoire, 87 pays ont conclu des accords bilatéraux d'investissement (plus de 3 000 accords bilatéraux sont en vigueur à ce jour).

Les pays en développement reçoivent annuellement quelque 250 milliards de dollars (depuis 2001). La Chine est le premier bénéficiaire suivie du Mexique.

L'Algérie est le continent qui reçoit le moins d'IDE et les principaux pays d'accueil du continent sont l'Afrique du

Sud, l'Egypte, la Tunisie et le Maroc. Ces deux dernières années l'Algérie apparaît sur le Top 5 africain grâce aux investisseurs des pays arabes dont les ressources s'orientent principalement en direction de l'immobilier, du tourisme et des banques. Le reste des IDE en Algérie concernent le secteur des hydrocarbures.

Le rapport de la Cnuced constate que les IDE «sont devenus pour les pays en développement leurs principales sources de financement face à une aide publique internationale stagnante et des prêts bancaires étrangers de plus en plus faibles».

Ces quelques éléments d'information fournis par la Cnuced montrent bien que trop miser sur les IDE pour faire de la croissance dans un pays comme l'Algérie serait prendre «l'ombre pour la proie».

Avec une faible lisibilité économique, une performance de croissance insuffisante, un climat des affaires défavorable, l'Algérie ne doit pas attendre «le salut des IDE».

Nos décideurs économiques seraient bien inspirés d'axer leurs efforts sur la facilitation des opérations de réalisation des milliers de projets nationaux de PME/PMI qui attendent d'être concrétisés sur le terrain.

Imaginons un instant que la mobilisation de l'exécutif soit tournée vers les investisseurs nationaux qui ont, à n'en pas douter, aussi bien les capitaux que les compétences : 5 000 projets pourraient voir le jour chaque année pour peu que le gouvernement en fasse «un plan impératif à exécuter» et mobilise pour cela tous les moyens nécessaires (les administrations, les walis, les banques, les domaines, les



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

douanes...) Bref, une sorte de plan Orsec de la PME/PMI. Et il ne s'agit pas là d'une chimère ni d'un rêve irréalisable...

D'autre part, nous savons que les opérations de partenariat avec les entrepreneurs étrangers se réalisent tellement mieux entre hommes d'affaires qu'avec des fonctionnaires.

Bouteflika devrait donc faire le pari des investisseurs nationaux plutôt que celui des investisseurs étrangers qui eux-mêmes attendent d'abord l'engagement des promoteurs algériens.

Pour terminer sur une route de perspective réelle qui s'offre à notre pays dans ce domaine, rappelons tout simplement qu'en France se créent chaque année 170 000 PME. Les chiffres pour l'Italie et l'Espagne sont encore plus élevés.

A. B.

Le Soir sur Internet :
http://www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



DU DROIT DE TIRER SUR L'AMBULANCE !

Limogeage de Belkhadem. La tension monte entre ...

...Alger et Téhéran.

Mes consœurs et confrères des rubriques politiques, plus éclairés que moi, plus avertis, plus au fait des signifiés et signifiants du sérail, vous disent déjà et vous diront les jours qui viennent toute la signification de la re-nomination d'Ouyahia à la tête du gouvernement. Je n'ai pas la prétention de le faire, ici. Après, peut-être. Mais pas maintenant. Maintenant, souffrez, tolérez que je goûte à mon plaisir. Que je prenne mon pied du départ de Belkhadem. Je laisse le loisir aux nouveaux amoureux d'Ouyahia de dire tout le bien qu'ils pensent subitement de lui, maintenant qu'il revient aux affaires. Claustrophobe, je ne supporte pas l'ambiance fermée des harems. Surtout ceux qui se forment en une nuit, celle des changements d'exécutifs. Je préfère rester à mon air libre, celui de la luxure vaporeuse que suscite en moi le dégomme de l'«empastillé». C'est rudement bon ! C'est

vachement bon ! Pas au niveau de la symbolique politique. Non ! C'est charnellement bon de savoir que nous n'aurons plus à supporter les déguisements soudanais, le vendredi à la mosquée. Nous n'aurons plus à loucher sur la marque d'appartenance forcenée à l'intégrisme qu'il affichait sadiquement en face des caméras du pays et du monde. Nous n'aurons plus à souffrir la vue d'un «chuchoteur patenté», confident énamouré de ceux qui voulaient nous étouffer vivants dans leur étendard vert. Ça vous semble puéril ? Vous vous dites que nous ne gagnons pas au change avec le remplacement de Belkhadem par H'mimed ? Peut-être. Mais que voulez-vous ! Aujourd'hui, maintenant, je ne me priverai pas de ces plaisirs puérils. L'idée même, ces deux dernières années, d'être contraint d'admettre que Belkhadem était le chef du gouvernement de mon pays me devenait une torture. Cette torture a pris fin. Cette torture-là précisément. Pas les autres. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

VOS APPELS,
À VIE, EN

illimité à vie
après activation de
10 jours au 11 juillet 2004

ILLIMITÉ

VERS TOUS
LES RÉSEAUX
7j/7
et 24h/24